

Avant-Propos

Jacques Zylberberg

Volume 17, numéro 2, 1986

Les Amériques latines dans le système mondial 1954-1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702003ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702003ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Zylberberg, J. (1986). Avant-Propos. *Études internationales*, 17(2), 245–248.
<https://doi.org/10.7202/702003ar>

AVANT-PROPOS

Parler de l'Amérique latine sans tomber dans le folklore, analyser l'Amérique latine sans verser dans l'idéologie, interpréter l'Amérique latine sans être obnubilé par le romantisme, tels étaient nos objectifs de départ.

L'imagerie d'Épinal, l'enthousiasme missionnaire, l'exaltation révolutionnaire ne suffisaient donc point à fonder un objet d'étude. Géographiquement douteuse avec une calotte nordique hétérogène et une macro-enclave brésilienne irréductible à l'héritage castillan, linguistiquement divisée entre hispanophones, anglophones, locuteurs amériidiens, l'Amérique latine est-elle autre chose que des Amériques latines et celles-ci ne sont-elles pas d'abord des valorisations d'intellectuels en exil d'une part et des découpages de pouvoirs étatiques d'autre part ?

Bon gré, mal gré, la solution provisoire s'imposait aisément à des collaborations d'une revue spécialisée en politique étrangère et en relations internationales : L'Amérique latine. Les Amériques latines se présentent d'abord comme un ensemble d'acteurs étatiques – si l'on oublie les derniers vestiges de l'expansion française dans la Caraïbe – et inter-étatiques dont le principal motif d'action est d'abord l'intérêt national, celui-ci se confondant souvent avec ceux des dirigeants et ensuite l'opposition à leurs voisins et finalement, l'intérêt latino-américain, celui-ci se résumant souvent à une opposition stérile aux États-Unis. Une étude des acteurs étatiques et inter-étatiques latino-américains, à l'exception de l'essai de Lawrence Alschuler, une étude de leurs structures domestiques et internationales, de leurs orientations extérieures, de leurs conflits, de la communalisation de leurs intérêts dans le système international, de leur intégration, de leur endettement. Voilà ce que le lecteur intéressé traversera dans les pages suivantes sans complaisance réciproque de la part des contributions : idéologiquement, théoriquement, méthodologiquement, la présente livraison d'*Études internationales* est conflictuelle ; elle apporte plus de questions que de réponses ; elle introduit à un réexamen d'Amériques latines complexes, divisées et changeantes et non à un bilan simpliste de cas latino-américains polarisés dans la lorgnette du capitaine Haddock entre la sieste coloniale et l'activisme révolutionnaire.

À une exception près, celle du géo-politicologue Andrés Serbin de Caracas, les travaux ont été réalisés au sein d'institutions de recherches canadiennes. Il serait stupide de vouloir relever des défauts ou des qualités à partir de cette origine géographique commune de la recherche. Il n'y a pas d'école canadienne de sciences sociales, ni d'études latino-américaines. Il y a d'abord des latino-américanistes qui oeuvrent dans un climat difficile, créé par leurs propres rivalités, l'indifférence de leurs collègues, l'indifférence des autorités publiques sauf lorsqu'une crise politique se développe dangereusement dans le Sud ; il y a un éditeur responsable qui a été à la pêche parmi les multiples bonnes volontés et les rares compétences ; il y a une revue qui a accueilli de manière plurielle des contributions dont le principal mérite est de ne pas respecter « l'ordre des choses » et même d'ignorer qu'il y avait un ordre des choses.

Cette volonté d'impertinence qui dépasse les conflits de personnes mais traduit la multiplicité féconde des points de vue contemporains, apparaît dès le début dans le décodage de l'unité de base de l'acteur étatique. Pour Jacques Zylberberg, il n'est pas question de rendre compte de la logique de l'État latino-américain si ce n'est... à partir de sa propre logique, de ses structures propres de constitution, d'intégration et de développement. Cette appréhension des acteurs étatiques dans leur autonomie répond ni à un axiome invariant, ni à l'incantation néo-marxiste sur l'autonomie relative de l'État. L'auteur effectue simplement un bilan des transformations, démocratiques et socio-corporatistes qui font alterner les acteurs sociaux de l'individualisme à la massification sans capacité d'action civile autonome face à un État-Léviathan, confronté par des idéologies autoritaires et la division de ces rivaux.

Contrairement aux thèmes en vogue de la faiblesse et de la dépendance de l'État latino-américain, Jacques Zylberberg, à tort ou à raison, conclut polémiquement: « Quelle que soit leur instabilité, les dirigeants étatiques des régimes autoritaires latino-américains ont bénéficié d'une autonomie exceptionnelle en matière de politique générale et étrangère, leur permettant d'être des transformateurs actifs, voire sur-déterminateurs des flux domestiques et exogènes. L'augmentation des acteurs sociaux, la canalisation ou la répression étatique de leurs expressions plurielles permettaient aux caudillos militaires de Managua à Brasilia, aux civils autoritaires du Mexique à la Colombie, de réaliser une adéquation entre leurs intérêts, leurs représentations et leur action internationale et d'entraîner tranquillement la population dans l'endettement, l'aventure militaire ou l'aventure nucléaire. Indépendance ou dépendance, soumission de satellite ou chantage de client étaient des possibilités concrètes, librement décidées, par les dictatures institutionnelles ou les régimes *de facto*... ».

Professeur à l'Université de Guelf, Jorge Nef est préoccupé comme l'auteur précédent par le caractère répressif de l'État latino-américain et ses transformations croissantes: « Dans sa dimension la plus large, cette crise mit en lumière un changement radical du rôle de l'État, passant du « développement national » (tel qu'envisagé par l'Alliance pour le Progrès) à la « sécurité nationale » (tel qu'articulée dans le rapport Rockefeller). Une multitude de facteurs interreliés furent à l'origine de cette mutation. Quelques spécialistes l'ont associée à une grave crise d'accumulation: l'épuisement du projet de substitution à l'importation (ainsi que la crise fiscale au sein de l'État). Mais il faut tenir compte également d'autres facteurs. Une dimension importante de la crise est reliée à la polarisation croissante des forces sociales et des alliances politiques menant dans certains cas à une impasse prolongée et pénible, un jeu à somme nulle. On peut souligner une troisième dimension de l'effondrement du consensus social, de nature plus internationale: la tendance croissante à la transnationalisation à la fois de la société civile et de l'État lui-même. Enfin, il y a l'effet combiné du processus de prise de distance relative de l'État latino-américain par rapport aux élites traditionnelles et de la transnationalisation déjà mentionnée ».

La transnationalisation, évoquée par Nef, est un des axes majeurs de recherche depuis longtemps, de Lawrence Alschuler, qui nous fournit l'unique contribution sur des acteurs non-étatiques. Le but d'Alschuler est d'identifier, à partir du courant doctrinal connu comme « dépendantiste » les principaux acteurs transnationaux,

non-étatiques qui influencent le développement et les politiques latino-américaines, à savoir les corporations multinationales, les confédérations syndicales internationales, l'Église catholique, la guérilla internationale et les mouvements paysans. L'étude de ces acteurs insérés dans trois types de stratégies économiques – la stratégie d'exportation de produits primaires, la stratégie de substitution des importations et la stratégie de substitution des importations et des exportations – permet à l'auteur de les classer dans une « carte » dont les axes sont constitués par l'opposition entre la libération et l'oppression; l'intégration et l'autonomie. Du côté des acteurs transnationaux, seuls les mouvements paysans, les guérillas et les théologiens de la libération se retrouvent du côté de la libération et de l'autonomie.

Tout n'est pas « transnational » en Amérique latine, nous rappelle Andrès Serbin, précurseur des études de géo-politique au Venezuela; à preuve les multiples conflits qui opposent les États de la région depuis l'indépendance. Utilisant la typologie de Grabendorf, l'auteur nous rappelle que nous pouvons distinguer entre les conflits entre systèmes, basés sur des oppositions idéologiques, des conflits d'hégémonie, des conflits territoriaux et frontaliers, des conflits engendrés par des flux migratoires. Ces conflits n'ont eu cependant que peu de prolongements militaires. La majeure partie de l'étude de Andrès Serbin est cependant dédiée à l'analyse de l'opposition entre les pays latino-américains et les États anglophones de la Caraïbe. En premier lieu, l'on peut opposer idéologiquement des élites afro-anglophones qui valorisent les institutions démocratiques, le pluralisme partisan et l'intégration raciale alors que les élites latino-américaines proprement dites valorisent l'autoritarisme et le clientélisme. Sur cette toile de fond des perceptions différentielles, se découpent en second lieu, les oppositions concrètes entre les deux groupes d'État, à savoir d'une part les prises de positions différentielles dans l'Organisation des États-Américains et dans d'autres forums internationaux, que ce soit à propos du conflit des Îles Falklands ou de la Grenade, d'autre part, les conflits territoriaux qui opposent le Guatemala et Belize, le Venezuela et la Guyane.

Cette multiplicité de conflits n'empêche pas cependant l'existence d'actions internationales d'un bloc latino-américain, dont Daniel Holly, spécialiste connu des organisations internationales, en retrace l'évolution. De 1950 à 1959: « Les États d'Amérique latine caressent encore en 1950 l'espoir d'une réactivation du front inter-américain et de relations privilégiées avec les États-Unis, ce dernier, occupé à consolider sa position mondiale, s'en éloigne toujours davantage. Les pays de la région, malgré certaines contradictions, sont des alliés fidèles, très largement utilisés, dans des forums internationaux ou ailleurs, dans la guerre froide. En relations internationales, pour une tranche relativement importante de cette période, l'Amérique latine ne se signale pas particulièrement par une activité internationale débordante ». De 1960 à 1970, nous assistons à « l'essor des relations inter-américaines sous l'influence de la poussée des revendications des masses est considérable à partir de 1959. Devant la menace constituée par la détérioration des situations économiques, les États-Unis changent de ligne politique et augmentent leur aide publique à l'Amérique latine. La réaction des classes dirigeantes ne s'arrête cependant pas là. La coopération dans la lutte contre-révolutionnaire comprendra une dimension militaire, policière et répressive ». De 1970 à 1980, les relations internationales de l'Amérique latine sont caractérisées, selon Daniel Holly,

par le renouvellement de l'articulation à l'économie mondiale et la politique de répression et le développement révolutionnaire.

L'articulation à l'économie mondiale du point de vue de l'endettement fait l'objet d'un bilan de Jaime Llambias-Wolff, « Dette externe et souveraineté politique en Amérique latine ». Cependant, l'action internationale des États latino-américains ne peut se réduire à l'étude de leurs relations avec les États-Unis ou avec le capitalisme. Péniblement, à pas de tortue, des relations multiples se sont développées depuis trente ans. Élisabeth Barrot, coordinatrice au Groupe d'études inter-américaines de l'Université d'Ottawa fait le point sur les développements contradictoires et multiformes de l'intégration. Le numéro se termine par le bilan pessimiste que dresse Gordon Mace de la littérature récente avec les relations internationales et la politique étrangère en Amérique latine.

C'est au lecteur de décider si ce numéro d'*Études internationales* échappe à cette comptabilité pessimiste dressée par notre collègue de l'Université Laval. Pour l'éditeur et les contributeurs ces essais ne représentent point une bible, mais un document pluriel et provisoire sur un objet d'étude trop négligé.

Jacques ZYLBERBERG*

* Jacques Zylberberg est professeur titulaire à l'Université Laval, il a été aidé dans sa tâche d'éditeur invité de ce numéro spécial par Madame Claude Basset et Messieurs Jean Daudelin et Yvon Grenier.